

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 662

19 mars 2013

SOMMAIRE

A2S S.A.	31741	Nikos International Spf S.A.	31730
Abdistri S.A.	31730	Prada S.A.	31738
Entec Group International S.A.	31775	PricewaterhouseCoopers Advisory Servi- ces	31738
GDR S.à r.l.	31774	Project Minerva Properties S.à r.l.	31734
GP-5 Berlin LBC Vesta S.à r.l.	31731	PwC's Accelerator	31738
GP-8 Commercial LBC Vesta S.à r.l.	31731	Realstone Global Invest	31737
ICP LUX S.A.	31740	Restcon SA	31736
IMARA Investments Holding II & Co SENC	31731	Restcon SA	31736
Immobilia Fund	31754	Rika Finances	31736
Immobilière Comète s.à r.l.	31740	Seatcomfort S.à r.l.	31734
ImmoSpada Sàrl	31731	Sechep Investments Holding II S.à r.l.	31734
International Car Exchange	31733	Secufund S.A.	31737
JRS Sports Management S.A.	31733	SEVEN 7 S.A.	31736
Latimo S.A.	31766	SHCO 15 S.à r.l.	31735
LSP IV Lux SIV	31733	SHCO 15 S.à r.l.	31735
Maitagaria-SPF	31732	She One S.à r.l.	31735
Maroldt S.à r.l.	31732	She Two S.à r.l.	31737
MAZARS Accounting, Tax & Outsourcing	31732	Shop Center Gaichel, S.à r.l.	31737
Mazars Luxembourg	31732	Solar Europe S.A.	31739
Mediamag S.A.	31735	Solpanel S.A.	31739
MGKTechnologies S.à r.l.	31734	Somesid	31739
Mifran S.A.	31731	Somesid	31739
Milano Properties and Investments S.A.	31733	Swan International S.A.	31734
Milestone Finance Company S.A., SPF ...	31732	Tech-It PSF SA	31740
Mission Investment S.A.	31738	Todi Bro. S.A.	31730
MJM S.A.	31730	Triphis S.à r.l.	31740
Mondo Luxembourg S.A.	31733	UT Luxembourg Holding I S.à r.l.	31776

Abdistri S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1215 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 104.813.

Il résulte d'une lettre en date du 29.01.2013 que Monsieur Patrick Colinet a donné sa démission du poste d'administrateur avec effet rétroactif au 22.11.2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.01.2013.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2013015501/13.

(130018688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

MJM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 131.988.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013020109/13.

(130023489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Nikos International Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 31.168.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013020123/12.

(130023664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Todi Bro. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6350 Dillingen, 6, route de Beaufort.
R.C.S. Luxembourg B 164.309.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration du 30 janvier 2013 que:

- Monsieur Villi Srbnovski, employé privé, demeurant à D-67663 Kaiserslautern, 10 Am Rabenfels, a été nommé nouvel administrateur, en remplaçant M. Bernd Buchholz démissionnaire, jusqu'à l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2017.

- Monsieur Jacques Becker, demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3 rue des Foyers, a démissionné de son poste d'administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 février 2013.

Référence de publication: 2013020289/16.

(130023739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

GP-5 Berlin LBC Vesta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 06 Février 2013.

Référence de publication: 2013019939/10.

(130023544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

GP-8 Commercial LBC Vesta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 06 Février 2013.

Référence de publication: 2013019942/10.

(130023541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

ImmoSpada Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3367 Leudelange, 11, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 161.818.

Les comptes annuels du 01/01/2012 au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013019975/10.

(130023963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

IMARA Investments Holding II & Co SENC, Société en nom collectif.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 134.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013019986/10.

(130024012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Mifran S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 43.705.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 29 novembre 2012:

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la société MIFRAN S.A. tenue en date du 29 novembre 2012 la résolution suivante:

L'assemblée prend acte de la démission de:

- Fiduciaire MEVEA Sàrl en tant que Commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MIFRAN S.A.

Référence de publication: 2013020735/14.

(130024532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Mazars Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 159.962.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 8 février 2013.

Référence de publication: 2013020728/10.

(130024950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

MAZARS ATO, MAZARS Accounting, Tax & Outsourcing, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 160.069.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 8 février 2013.

Référence de publication: 2013020726/10.

(130024951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Maroldt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 5, rue Kalchesbruck.
R.C.S. Luxembourg B 27.150.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/02/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013020723/12.

(130025098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Maitagaria-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 55.002.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013020720/10.

(130024480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Milestone Finance Company S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 12.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MILESTONE FINANCE COMPANY S.A., SPF

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013020737/12.

(130024990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Mondo Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 16.619.

L'adresse actuelle de Monsieur Federico Stroppiana, administrateur et administrateur-délégué de la Société, est:
Via Mazzini 16

I-12050 Serralunga d'Alba

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013020741/12.

(130025006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

LSP IV Lux SIV, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 87.663.

Le bilan de clôture de liquidation au 30 janvier 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013020695/12.

(130025024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Milano Properties and Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 112.728.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013020710/10.

(130025147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

JRS Sports Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 148.813.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.02.13.

Référence de publication: 2013020012/10.

(130024159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

International Car Exchange, Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 45, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 50.767.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013019995/10.

(130023985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Project Minerva Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 134.788.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013020162/10.

(130023648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Swan International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 139.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 6 février 2013.

Référence de publication: 2013020247/10.

(130023462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Seatcomfort S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6586 Steinheim, 22, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 160.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 février 2013.

Pour compte de Seatcomfort Sàrl

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013020236/12.

(130024121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

MGKTechnologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3428 Dudelange, 1, route de Boudersberg.

R.C.S. Luxembourg B 82.665.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013020100/12.

(130023830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Sechep Investments Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 139.552.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013020251/10.

(130024006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

SHCO 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2016 Luxembourg, 8, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 149.529.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.02.2013.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2013020257/12.

(130024099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

SHCO 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2016 Luxembourg, 8, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 149.529.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.02.2013.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.

Luxembourg

Référence de publication: 2013020258/12.

(130024104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

She One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 160.592.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013020260/13.

(130023948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Mediamag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, um Klaeppchen.
R.C.S. Luxembourg B 156.652.

RECTIFICATIF

*Extrait du procès verbal de la réunion du conseil d'administration de la société tenue en date du 31 janvier 2013
Déposé en date du 4 février 2013 sous la référence L130021283*

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 31 janvier 2013 que:

Deuxième résolution

Les membres du Conseil nomment Madame Martine CARRIERE, née le 5 juillet 1956 à Metz, demeurant à 18, rue de Gorze F-54890 CHAMBLEY BUSSIERES en remplacement de Monsieur Pierre-Jean BEAUX.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013020095/17.

(130024304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Restcon SA, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 105.177.

Le bilan au 31 décembre 2009, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

RESTCON S.A.

Référence de publication: 2013020215/12.

(130024235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Restcon SA, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 105.177.

Le bilan au 31 décembre 2010, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

RESTCON S.A.

Référence de publication: 2013020216/12.

(130024266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Rika Finances, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 84.452.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 février 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013020219/13.

(130024118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

SEVEN 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 103, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 164.942.

Extrait de résolution du conseil d'administration tenu le 21 janvier 2013

Le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Albano Joaquim MARIZ DA SILVA, commerçant, né le 4 novembre 1964 à Nova Lisboa (Portugal), demeurant à L-5899 SYREN, 7A, rue de Hassel, au poste de administrateur-délégué pour un mandat de 4 ans et ce jusqu' à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

L'administrateur-délégué pourra engager la société vis-à-vis des tiers par sa seule signature jusqu'au montant de cinq mille Euros (5.000.- EUR). La société sera valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2013.

SEVEN 7 S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2013020256/17.

(130023933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

She Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 160.594.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2013020261/13.

(130023947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Secufund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 174.524.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration, réuni en date du 30 janvier 2013, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

- Nommer Monsieur Marc Vanhellemont, domicilié au n°20, Source de la Lèche B-4053 Embourg (Belgique) au poste d'administrateur-délégué.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2013020252/13.

(130024146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Realstone Global Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 168.327.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre en considération ma démission des fonctions d'administrateur de votre société, REALSTONE GLOBAL INVEST RCS Luxembourg B168327 sise au 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, et ce à compter du 05 février 2013.

Luxembourg, le 06 février 2013.

Bernard ZIMMER.

Référence de publication: 2013020211/11.

(130023871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Shop Center Gaichel, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 53.524.

Extrait de cession de parts sociales

Suite à la cession de parts sociales intervenues en date du 12 juillet 2012, nous confirmons que l'associée unique de la société est désormais:

Monsieur Michel ETIENNE, né le 17/06/1952 à Arlon (Belgique) et demeurant au 81, rue Belle-Vue, B-6700 Arlon, Belgique: 500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
SHOP CENTER GAICHEL S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013020262/17.

(130023580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

PwC's Accelerator, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 51.844.

L'associée unique PricewaterhouseCoopers, R.C.S. Luxembourg B 65.477, a modifié sa forme sociale de société à responsabilité limitée en société coopérative avec effet au 1^{er} juillet 2012.

Luxembourg, le 6.2.2013.

Valérie Piastrelli

Gérante

Référence de publication: 2013020164/12.

(130023680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

PricewaterhouseCoopers Advisory Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 47.205.

L'associée unique PricewaterhouseCoopers, R.C.S. Luxembourg B 65.477, a modifié sa forme sociale de société à responsabilité limitée en société coopérative avec effet au 1^{er} juillet 2012.

Luxembourg, le 6.2.2013.

Valérie Piastrelli

Gérante

Référence de publication: 2013020156/12.

(130023678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Mission Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 127.324.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 05 février 2013

Le conseil d'administration a pris la résolution suivante:

L'administrateur Mr Luigi MURA décide la cooptation de deux nouveaux administrateurs:

- Madame Maria MERICO, entrepreneuse, ayant son adresse professionnelle au 31, Grand-Rue L-1661 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur pour une durée indéterminée

- Mr Cristian MURA, consultant, ayant son adresse professionnelle au 31, Grand-Rue L-1661 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

Signature

Référence de publication: 2013020108/17.

(130023909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Prada S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 48.328.

Extrait des résolutions du conseil d'administration de Prada S.A. du 8 mai 2012

L'assemblée générale des actionnaires tenue au siège social de la société le 8 mai 2012 a pris la résolution suivante:

- Prolongation du mandat de commissaire aux comptes de Deloitte & Touche SA, 560 rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, jusqu'à l'approbation du bilan au 31 janvier 2013 avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 Février 2013.

Référence de publication: 2013020186/13.

(130023432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Solar Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 125.891.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 8 mai 2012:

1. L'Assemblée Générale prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.
2. L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Madame Luisella MORESCHI, Mme Frédérique VIGNERON et Mme Patricia OSIEKA ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2018.

Luxembourg, le 30 novembre 2012.

Pour SOLAR EUROPE S.A.

Signature

Référence de publication: 2013020270/17.

(130023595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Solpanel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 155.237.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013020271/13.

(130023946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Somesid, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4330 Esch-sur-Alzette, rue des Acacias.
R.C.S. Luxembourg B 17.510.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013020275/12.

(130023728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Somesid, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4330 Esch-sur-Alzette, rue des Acacias.
R.C.S. Luxembourg B 17.510.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013020276/12.

(130024002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Tech-It PSF SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 125.205.

Le bilan au 31 décembre 2011, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

TECH-IT S.A.

Référence de publication: 2013020304/12.

(130024212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Immobilière Comète s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 23.798.

Le rapport annuel au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 06 février 2013.

Pour la société

Immobilière Comète S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013019989/13.

(130023619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

ICP LUX S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

R.C.S. Luxembourg B 143.732.

Je soussigné, Christophe MIGNANI, représentant de la S.A.R.L. ABROAD FIDUCIAIRE, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 107.654, procède à la dénonciation du siège avec effet immédiat, de la société ICP LUX S.A., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 143 732, situé à L-1661 Luxembourg, 47 Grand Rue.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2012.

Christophe MIGNANI.

Référence de publication: 2013019985/12.

(130024295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Triphis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 124.856.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société Triphis sarl qui s'est tenue en date du 31/12/2012 en l'étude du liquidateur au 11 boulevard royal L-2449 Luxembourg que:

1) la clôture de la liquidation a été prononcée et il a constaté que la société. Triphis sarl a cessé d'exister à partir de ce jour.

2) les livres et documents seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'ancien siège social de la société dissoute au 52-54 avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg

Signature

LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2013020314/17.

(130023801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

A2S S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 174.770.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of January.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

"Lucilinburhuc Services S.A.", a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under the number B 140.174, having its registered office at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, here represented by Mr Serge BERNARD, lawyer, with professional address in Rambrouch, by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg on January 7, 2013.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a public limited liability company (société anonyme), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a public limited liability company (société anonyme) under the name "A2S S.A." (the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholders adopted in the manner required to amend the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors of the Company. Where the board of directors of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in the sole discretion of the board of directors and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may further make direct or indirect real estate investments. The Company may also create, develop, acquire, manage, renew, license and sell intellectual property rights, such as trademarks, internet domain names, designs and models, patents and/or copyright or any other right relating to intellectual property as well as to create, develop, acquire, manage, license and sell computer and other communication network softwares, social online networking applications, audio, text, and video broadcasting services over computer and other communication networks.

3.2 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons, and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company or person, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

3.3 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favor or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the shareholders of the Company adopted in the manner required to amend the Articles.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) consisting of thirty-one thousand (31,000) shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The corporate capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required to amend the Articles. The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the corporate capital which those shareholders are holding. The board of directors shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days. Notwithstanding the above, the general meeting of shareholders, by a resolution adopted in the manner required to amend the Articles, may limit or withdraw the preferential subscription right.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares are and shall remain registered shares.

6.2 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.3 Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the shareholders' register of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

6.4 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.5 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is recognized per share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of directors.

7.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be re-eligible.

7.2 However, if, and only if, the Company has a single shareholder, the number of directors may be limited to one director having the same powers as the board of directors. The decisions of the sole director shall be recorded in minutes.

7.3 The members of the board might be split into two categories, respectively denominated "Category A Director(s)" and "Category B Director(s)".

7.4 The directors shall be elected by the shareholders of the Company at the general meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. In the event a director is elected without any indication on the terms of his mandate, he shall be deemed to be elected for a term of six (6) years from the date of his election. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company.

7.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, this entity must designate a permanent representative who shall represent such legal entity in its duties as a director of the Company. Should the permanent representative be unable to perform his duties for whatever reason (including without limitation, removal, resignation, dismissal, death), the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

7.6 In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders of the Company which shall proceed to the definitive appointment.

7.7 Subject to the approval of the general meeting of shareholders, the members of the board of directors may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may in addition be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the board of directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 8. Powers of the board of directors.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders or the auditor(s) fall within the competence of the board of directors, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object. The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

8.2 The board of directors of the Company is authorized to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more directors, officers, or other agents who may but are not required to be shareholders, acting individually or jointly. If one or several directors of the Company have been empowered to represent the Company with respect to the day-to-day management of the Company, the board of directors must report to the annual general meeting any salary, remuneration and/or other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.

8.3 Other special powers or proxies may be delegated, or determined permanent or temporary functions may be entrusted to agents or committees of its choice, whether shareholders or not, by the board of directors.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of directors of the Company must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors of the Company and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

9.2 The board of directors of the Company shall meet upon call by the chairman or any two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg.

9.3 Written notice of any meeting of the board of directors of the Company shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of directors of the Company.

9.4 No such written notice is required if all members of the board of directors of the Company are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, of each member of the board of directors of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors of the Company.

9.5 Any director may act at any meeting of the board of directors of the Company by appointing, in writing whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, another director as his proxy. A director may also appoint another director as his proxy by phone, such appointment to be confirmed in writing subsequently.

9.6 Any director may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting and a meeting held by way of such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

9.7 The board of directors can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Directors and Category B Directors were appointed, at least one Category A Director and one Category B Director must be present or represented. Resolutions of the board of Directors are validly taken by a majority of the votes cast and, if the board of Directors is composed of Category A Directors and Category B Directors such resolutions must be approved by at least one Category A Director and one Category B Director. The resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by all the Directors present or represented at the meeting.

9.8 Circular resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

9.9 Copies of extracts of the minutes of the board of directors or of the circular resolutions of all the directors, which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by any two (2) members of the board of directors.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) directors of the Company or, if only one director has been appointed, by her/his/its sole signature.

10.2 If the general meeting of shareholders decides to create two (2) categories of directors (Category A Director(s) and Category B Director(s)), the Company will only be bound by the joint signature of any Category A Director together with any Category B Director.

10.3 The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.2 and 8.3 hereof and within the limits of such power.

Art. 11. Conflicts of interest.

11.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has an interest in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person. Except as otherwise provided for hereafter, any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

11.2 Notwithstanding the above, in the event that any director of the Company may have any conflict of interest in any decision to be made by the board of directors, such director shall make known to the board of directors of the Company such conflict of interest and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. The relevant director shall not consider or vote upon any such matter, and such matter, and such director's interest therein, shall be disclosed in a special report to the next general meeting of the shareholders of the Company before any vote on any other resolution. If the Company has only one shareholder, a statement of the conflict of interest must be recorded in minutes.

11.3 The provisions of article 11.2 hereof do not apply when the decisions of the board of directors relate to the day-to-day operations of the Company and are taken on arm's length terms.

Art. 12. Liability of the directors, indemnification.

12.1 The directors assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12.2 To the extent permissible under Luxembourg law and except as provided for in article 59 paragraph 2 of the Law, a director shall not be responsible for the acts, negligence or defaults of the other directors, or for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall occur in the performance of their duties, except if the same results from or through his gross negligence or willful default.

12.3 To the extent permissible under Luxembourg law, the directors and other officers of the Company (including, for the avoidance of any doubt, the permanent representative of any legal entity appointed as director of the Company) as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with articles 8.2 and 8.3 hereof, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been directors, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or willful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

Art. 13. Confidentiality. Even after cessation of their mandate or function, any member of the board of directors, as well as any person who is invited to attend a meeting of the board of directors, shall not disclose information about the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such disclosure is required by a legal or regulatory provision applicable to public limited liability companies (sociétés anonymes) or for the public benefit.

IV. General meetings of shareholders

Art. 14. Powers and voting rights.

14.1 The general meeting of shareholders properly constituted represents the entire body of shareholders of the Company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company within the limits of the Law.

14.2 Without prejudice to article 14.4 hereof, resolutions of the shareholders shall be adopted at general meetings.

14.3 Each share is entitled to one vote. Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

14.4 To the extent that there is a single shareholder of the Company, he shall assume all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are recorded in minutes.

Art. 15. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

15.1 Shareholders will meet in general meetings upon the issuance (including, if appropriate, its publication) of a convening notice by the board of directors by registered mail, at least eight (8) days prior to the meeting, to each shareholder at her/his/it address in the register of shareholders which shall specify the place and time of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

15.2 If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company and consider themselves as having been duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

15.3 All the shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

15.4 A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a shareholder) as his proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

15.5 Each shareholder may also participate in any meeting of the shareholders of the Company by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

15.6 The shareholders are authorized to cast their vote by way of ballot sheet provided by the Company. These ballot sheets contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing the shareholders to vote in favor, against or abstain from voting on each proposed resolution, and a reference to the shares for which the shareholder will exercise such right. The ballot sheets must be sent by the shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company will only accept the ballot sheets which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Ballot sheets which show neither a vote (in favor or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be void.

15.7 Any general meeting of shareholders shall be presided by the chairman or another person designated by the board of directors or, by default, by the general meeting of shareholders. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders. The chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the bureau of the general meeting.

15.8 The board of directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The board of directors must adjourn it if so required by shareholders representing at least twenty percent (20%) of the Company's issued corporate capital. Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto. The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

15.9 An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items included on the agenda. Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

15.10 Except as otherwise required by Law or these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be adopted by a simple majority of those present or represented and voting, regardless of the proportion of the corporate capital represented at such meeting.

15.11 An extraordinary general meeting convened inter alia to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one-half (1/2) of the corporate capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those amendments that concern the object or the form of the Company. If this quorum is not reached, a second meeting may be convened by convening notice which shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the corporate capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds (2/3) of the votes cast.

15.12 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 16. Accounting Year and Annual General Meeting.

16.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

16.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the board of directors must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all of the Company's commitments and the debts of the Directors and auditor(s) of the Company.

16.3 The board of directors of the Company shall, one month before the annual general meeting of shareholders, deliver documentary evidence and a report on the operations of the Company to the auditor(s) of the Company who must prepare a report setting forth his/their proposals.

16.4 The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting, on the third Monday in the month of June of each year at 10 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately following business day.

16.5 The annual general meeting of the shareholders of the Company may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

Art. 17. Auditors.

17.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s) aux comptes) or, to the extent required by law, by one or more external auditors (reviseur(s) d'entreprises). The auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six (6) years and shall be eligible for reappointment.

17.2 The auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office.

Art. 18. Allocation of profits.

18.1 From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten percent (10%) of the corporate capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

18.2 The general meeting of shareholders of the Company shall determine how the remainder of the annual net profits shall be allocated, and it may decide to pay dividends from time to time, in its discretion and according to its determination of the best interests of the Company as per the corporate purpose and policy of the Company.

18.3 Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the board of directors, in accordance with the decision of the general meeting of shareholders. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the board of directors.

18.4 The board of directors may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down by the Law.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution, Liquidation.

19.1 In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders, appointed by a resolution of the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for by resolution of the shareholders or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the distribution of the assets and the payment of the liabilities of the Company.

19.2 Any surplus remaining following the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 20. General provision. Reference is made to the provisions of the Law and to any agreement which may be entered into among the shareholders from time to time (if any) for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2013.
2. The first annual general meeting of shareholders will be held in 2014.

Subscription and payment

Thereupon, "Lucilinburhuc Services S.A.", prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for all of the 31,000 shares in registered form, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) per share.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1.100.

Declarations

The undersigned notary states herewith that the conditions of article 26 of the Law have been respected.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, represented as here above specified and representing the entirety of the subscribed corporate capital has passed the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to set at three the number of directors and to appoint the following persons as directors of the Company for a term which will expire at the annual general meeting in 2019:

1. Carlo Schneider, with professional address at 16, rue des Primevères L-2351 Luxembourg;

2. Alain Guyard, with professional address at 56, rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris, France; and
3. Yves Sassi, with professional address at 56, rue du Faubourg Poissonnière, Paris, France.

Second resolution

The sole shareholder resolves to appoint the following person as statutory auditor of the Company for a term which will expire at the annual general meeting in 2019:

"FSG S.A.", a public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 147608 and with professional address at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Third resolution

The sole shareholder resolves to set the registered office of the Company at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Rambrouch, on the date first mentioned above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party who signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

«Lucilinburhuc Services S.A.», une société régie par le droit de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 140 174, ayant son siège social à 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, dûment représentée par Monsieur Serge BERNARD, juriste, avec adresse professionnelle à Rambrouch, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 7 janvier 2013.

Ladite procuration après signature «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé une société anonyme sous la dénomination «A2S S.A.» (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présent statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par décision de l'administrateur unique, ou le cas échéant, du conseil d'administration de la Société. Le siège social peut également être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des actionnaires adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil d'administration de la Société. Lorsque le conseil d'administration de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents déterminés à la discrétion de l'(des) administrateur(s), et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et/ou autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette, et, en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise et pourra effectuer

directement ou indirectement des investissements immobiliers. Elle pourra en outre créer, acquérir, gérer, renouveler, concéder (notamment sous forme de licence) et céder des droits de propriété intellectuelle, tels que des marques de fabrique ou de commerce, des noms de domaines internet, des dessins ou des modèles, des brevets et/ou des droits d'auteur ou tout autres droits de propriété intellectuelle. La Société a aussi pour objet de concevoir, développer, acquérir, gérer et concéder (notamment sous forme de licence) et céder des logiciels pour ordinateurs ou autres outils de communication, des applications de réseaux sociaux en ligne, et des services de diffusion de sons, textes, images photographiques et vidéos sur des réseaux informatiques ou autres réseaux de communication.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés ou personnes et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toutes autres sociétés ou personnes et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, en ce compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut d'une façon générale effectuer toutes les opérations et transactions qui favorisent directement ou indirectement ou se rapportent à son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est établie pour une période indéterminée.

4.2 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution des actionnaires de la Société adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trente et un mille (31.000) actions sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par action, entièrement libérées et souscrites.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts. Les nouvelles actions à souscrire par apport en numéraire seront offertes par préférence aux actionnaires existants proportionnellement à la part du capital qu'ils détiennent. Le conseil d'administration fixera le délai pendant lequel le droit préférentiel de souscription devra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours. Par dérogation à ce qui est dit ci-dessus, l'assemblée générale des actionnaires par une résolution adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription.

Art. 6. Actions.

6.1 Les actions sont et resteront nominatives.

6.2 Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et il peut être consulté par chaque actionnaire qui le désire.

6.3 Les actions seront transférées par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre des actionnaires de la Société, qui sera exécutée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires respectifs. La Société peut aussi accepter d'autres instruments de transfert qu'elle jugera satisfaisants comme preuve de transfert.

6.4 Chaque action donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre d'actions existantes.

6.5 Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6 La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'administration.

7.1 La Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois (3) membres, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Ils seront élus pour une durée ne pouvant excéder six (6) ans et seront rééligibles.

7.2 Toutefois, lorsque, et uniquement lorsque, la Société ne compte qu'un seul actionnaire, le nombre d'administrateurs peut être limité à un administrateur qui exerce seul les pouvoirs du Conseil d'Administration. Les décisions de l'administrateur unique seront consignées dans des procès-verbaux.

7.3 Les membres du conseil de gérance peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Administrateur(s) de Catégorie A» et «Administrateur(s) de Catégorie B».

7.4 Les administrateurs seront élus par les actionnaires en assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Au cas où un administrateur est nommé sans indication de la durée de son mandat, il sera considéré comme étant nommé pour une période de six (6) ans à compter de la date de son élection. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

7.5 Si une entité juridique est nommée administrateur de la Société, cette entité doit désigner un représentant permanent qui la représentera dans ses fonctions d'administrateur de la Société. Si le représentant permanent est incapable d'assumer ses fonctions quelle qu'en soit la raison (en ce compris, sans limitation, révocation, démission, mort), l'entité juridique doit immédiatement nommer un autre représentant permanent.

7.6 En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au poste vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui procédera à la nomination définitive.

7.7 Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, les membres du conseil d'administration peuvent recevoir une rémunération pour la gestion de la Société et sont, en plus, remboursés de leurs dépenses engagées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social

Art. 8. Pouvoirs du conseil d'administration.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou le ou les commissaires aux comptes sont de la compétence du conseil d'administration de la Société, qui aura tous pouvoirs pour accomplir tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Le conseil d'administration de la Société peut déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, fondés de pouvoir ou autres agents, qui peuvent être mais ne sont pas obligatoirement actionnaires, agissant individuellement ou conjointement. Si un ou plusieurs administrateurs de la Société ont été habilités à représenter la Société dans le cadre de la gestion journalière de la Société, le conseil d'administration devra rapporter à l'assemblée générale annuelle tout salaire, rémunération et/ou autres avantages accordés à cet ou ces administrateurs au cours de l'exercice social en question.

8.3 Des pouvoirs ou des mandats spéciaux peuvent être délégués, ou des fonctions permanentes ou temporaires peuvent être confiés, à des agents ou comités de son choix, actionnaires ou non, par le conseil d'administration.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil d'administration de la Société doit nommer un président parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Société et des assemblées générales des actionnaires de la Société. Les actionnaires ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

9.2 Le conseil d'administration de la Société se réunira sur convocation du président du conseil d'administration de la Société ou de deux (2) administrateurs, au lieu indiqué dans la convocation qui sera, en principe, au Luxembourg.

9.3 Il sera donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration de la Société au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du conseil d'administration de la Société.

9.4 Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir parfaite connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du conseil d'administration de la Société donné par écrit soit en original, soit par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex. Des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions tenues à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du conseil d'administration de la Société.

9.5 Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en nommant par écrit, soit en original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut également nommer un autre administrateur comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

9.6 Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre, et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion et sera considérée comme tenue au siège social de la Société.

9.7 Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et, si des Administrateurs de catégorie A et des Administrateurs de catégorie B ont été nommés, au

moins un Administrateur de catégorie A et un Administrateur de catégorie B est présent ou représenté. Les décisions du conseil d'administration ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix exprimées et, si des Administrateurs de catégorie A et des Administrateurs de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Administrateur de catégorie A et un Administrateur de catégorie B. Les résolutions du conseil d'administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion.

9.8 Les résolutions circulaires signées par tous les administrateurs seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

9.9 Les copies ou extraits des procès-verbaux du conseil d'administration ou des décisions écrites de tous les administrateurs, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par deux (2) membres du conseil d'administration

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) administrateurs de la Société ou, si un seul administrateur n'a été nommé, par sa signature unique.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories d'administrateurs sont créées (Administrateur(s) de catégorie A et Administrateur(s) de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Administrateur de catégorie A et d'un Administrateur de catégorie B.

10.3 La Société sera en outre engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts et dans les limites de ce pouvoir.

Art. 11. Conflit d'intérêts.

11.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou personne ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société ont un intérêt dans cette transaction, ou sont administrateur, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou personne. Sauf disposition contraire ci-dessous, l'administrateur, directeur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats, ou avec laquelle elle est autrement en relations d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

11.2 Nonobstant ce qui précède, au cas où un administrateur de la Société avait un conflit d'intérêt relativement à une décision que le conseil d'administration doit prendre, cet administrateur doit faire connaître au conseil d'administration de la Société son conflit d'intérêt et faire inscrire cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. L'administrateur concerné ne délibérera pas et ne votera pas sur l'affaire en question, et cette question ainsi que le conflit d'intérêt dudit administrateur seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société dans un rapport spécial préalablement à tout vote ou toute autre résolution. Si la Société a un actionnaire unique, une déclaration du conflit d'intérêt sera inscrite dans le procès-verbal. Au cas où la Société est gérée par un administrateur unique, cet administrateur devra seulement mentionner son conflit d'intérêt à l'actionnaire.

11.3 Les dispositions de l'article 11.2 des Statuts ne s'appliquent pas quand les décisions du conseil d'administration concernent des opérations courantes de la Société et sont conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Responsabilité des administrateurs, Indemnisation.

12.1 Les administrateurs ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

12.2 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, et sauf dans les cas prévus à l'article 59 paragraphe 2 de la Loi, un administrateur ne sera pas responsable des actes, négligences ou manquements des autres administrateurs, ou pour toute perte ou tout dommage causés par une erreur de jugement ou inadvertance de leur part, ou pour toute autre perte, dommage ou préjudice quel qu'il soit qui surviendrait lors de l'exécution de leur mandat, sauf si cela résulte de, ou est causé par, une faute lourde ou manquement dolosif lui incombant.

12.3 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les administrateurs et autres fondés de pouvoir de la Société (en ce compris, pour écarter le moindre doute, le représentant permanent de toute entité juridique nommée administrateur de la Société), ainsi que toutes les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts, seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé d'administrateurs, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ces personnes peuvent jouir.

Art. 13. Confidentialité. Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout membre du conseil d'administration, de même que toute personne invitée à participer à une réunion du conseil d'administration, ne devra pas dévoiler des informations sur la Société dont la divulgation pourrait avoir des conséquences défavorables pour la Société, à moins que cette révélation ne soit exigée par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou pour l'intérêt du public.

IV. Assemblées générales des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs et droits de vote.

14.1 L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à toutes les opérations de la Société dans les limites de la Loi.

14.2 Sans préjudice de l'article 14.4 des Statuts, les résolutions des actionnaires sont adoptées en assemblées générales.

14.3 Chaque action donne droit à un vote. Chaque actionnaire a un droit de vote proportionnel à son actionnariat.

14.4 L'actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des actionnaires. Les décisions de l'actionnaire unique sont consignées en procès-verbaux.

Art. 15. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.

15.1 Les actionnaires se réunissent en assemblée générale suite à l'envoi (y compris, si nécessaire, la publication) d'une convocation par le conseil d'administration par lettre recommandée, au moins huit (8) jours avant l'assemblée, à tout actionnaire à son adresse inscrit dans le registre des actionnaires indiquant la date, le lieu et l'heure de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter.

15.2 Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des actionnaires et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

15.3 Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales d'actionnaires.

15.4 Un actionnaire peut prendre part à toute assemblée des actionnaires de la Société en désignant une autre personne comme son mandataire (actionnaire ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

15.5 Chaque actionnaire peut également participer aux assemblées générales des actionnaires de la Société par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une assemblée par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à cette assemblée.

15.6 Les actionnaires sont autorisés à voter par correspondance au moyen d'un formulaire de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote contiennent la date et le lieu de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, le texte des résolutions proposées ainsi que pour chaque résolution proposée, trois cases permettant aux actionnaires de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter s'agissant de la résolution proposée, l'indication du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire exerce ce droit. Les formulaires de vote doivent être envoyés par les actionnaires par courrier, télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique au siège social de la Société. La Société n'acceptera que les formulaires de vote reçus avant la date de l'assemblée précisée dans la convocation. Les formulaires de vote qui ne contiennent ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention seront nuls.

15.7 Toute assemblée générale des actionnaires est présidée par le président ou par une personne désignée par le conseil d'administration ou, à défaut, par l'assemblée générale des actionnaires. Le président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un secrétaire. L'assemblée générale des actionnaires élit un scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des actionnaires. Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

15.8 Le Conseil d'Administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale des actionnaires à quatre (4) semaines. Le Conseil d'Administration doit le faire sur la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital émis de la Société. Cette prorogation annule automatiquement toute résolution déjà adoptée. L'assemblée générale des actionnaires prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

15.9 Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour. Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

15.10 Sauf si la Loi ou les présents Statuts l'exigent autrement, les résolutions à une assemblée des actionnaires de la Société dûment convoquée seront adoptées (i) à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés, (ii) sans tenir compte de la proportion du capital social représenté à cette assemblée.

15.11 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié (1/2) au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée par une convocation qui reproduira l'ordre du jour et indiquera la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées.

15.12 La nationalité de la Société ne peut être changée et les engagements de ses actionnaires ne peuvent être augmentés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et propriétaires d'obligations.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Supervision

Art. 16. Exercice social et assemblée générale annuelle.

16.1 L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

16.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil d'administration dresse le bilan et le compte de pertes et profits de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des administrateurs et auditeur(s) de la Société.

16.3 Le conseil d'administration de la Société devra, un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires, fournir les pièces justificatives et un rapport sur les opérations de la Société au(x) commissaire(s) aux comptes de la Société qui devra préparer un rapport exposant ses/leurs propositions.

16.4 L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, au Luxembourg, à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que précisé dans la convocation, le troisième lundi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

16.5 L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société peut se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration de la Société considère de manière discrétionnaire que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 17. Commissaire aux comptes / Réviseur d'entreprises.

17.1 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou, dans la mesure requise par la loi, par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises. Le ou les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, réviseurs d'entreprises seront élus pour une durée maximum de six (6) ans et seront rééligibles.

17.2 Le ou les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, réviseurs d'entreprises seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Art. 18. Affectation des Bénéfices.

18.1 Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

18.2 L'assemblée générale des actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde du bénéfice net annuel et décidera de payer des dividendes aux moments qu'elle jugera opportuns au regard des objectifs et de la politique de la Société.

18.3 Les dividendes devront être payés aux lieu et place déterminés par le conseil d'administration conformément à la décision de l'assemblée générale des actionnaires. Les dividendes peuvent être payés en euro ou en toute autre devise choisie par le conseil d'administration de la Société.

18.4 Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires aux conditions et dans les limites fixées par la Loi.

VI. Dissolution, Liquidation

Art. 19. Dissolution, Liquidation.

19.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommés par une résolution de l'actionnaire unique ou de l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par résolution des actionnaires ou la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

19.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions que chaque actionnaire détient dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 20. Disposition Générale. Il est fait référence aux dispositions de la Loi et à tout contrat qui peut être conclu entre les actionnaires de temps à autre (le cas échéant) pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces présents Statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achèvera le 31 décembre 2013.
2. La première assemblée générale des actionnaires se tiendra en 2014.

Souscription et libération

Sur ces faits, «Lucilinburhuc Services S.A.», prénommée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire la totalité des trente et un mille (31.000) actions sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) par action.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires ou charges de toute sorte, qui incombent à la Société du fait de sa constitution, s'élèvent approximativement à EUR 1.100.

Déclarations

Le notaire soussigné déclare que les conditions prescrites par l'article 26 de la Loi ont été respectées.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'actionnaire unique de la Société, représenté comme indiqué et représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de fixer à trois le nombre d'administrateurs et de nommer les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2019:

1. Carlo Schneider, avec adresse professionnelle au 16, rue des Primevères L-2351 Luxembourg;
2. Alain Guyard, avec adresse professionnelle au 56, rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris, France; et
3. Yves Sassi, avec adresse professionnelle au 56, rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris, France.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de nommer la personne suivante en tant que commissaire aux comptes de la Société pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle des actionnaires en 2019:

FSG S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147608 et avec siège social au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est établi à 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Lecture ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 janvier 2013. Relation: RED/2012/94. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 29 janvier 2013.

J.-P. MEYERS.

Référence de publication: 2013016183/715.

(130019593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2013.

Immobilia Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.763.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of the month of January.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BBI Development NFI S.A., a "société anonyme" incorporated under the laws of Poland, having its registered office at 28, Emilii Plater Street, 00-688 Warsaw, Poland,

here represented by Jacek WOLAK, director, professionally residing at 70, rue Baudoin, L-1218 Luxembourg by virtue of a proxy dated 3rd January 2013.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in its capacity, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a "société anonyme" named IMMOBILIA FUND and qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" ("SICAV-FIS") which it intends to incorporate in Luxembourg:

Title I. Denomination, Duration, Object, Registered office

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme (public limited company) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (investment company with variable capital - specialised investment fund) under the name of IMMOBILIA FUND (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association (the "Articles").

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind, real estate, real estate related assets and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg.

Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military events or any other developments (including but not limited to any case of force majeure) have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The initial subscribed capital is equal to one hundred thirty thousand Zloty ("PLN") (PLN 130,000) divided into one thousand three hundred (1,300) fully paid up shares which the Board may decide to entirely redeem at their initial value by the launch date of the initial sub-fund at a price corresponding to their issuing price. The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The Board may, at any time as it deems appropriate decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71(1) of the Law, (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board. For the purposes of these Articles, any reference herein after to a "Class" shall (to the extent applicable) also mean a reference to any category of shares created within such a class, unless the context otherwise requires.

The proceeds from the issue of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

The Board may also decide to issue, within a Sub-Fund, Classes which will give an exclusive exposure to certain assets of this Sub-Fund as more fully described in the sales documents. In such a case, the assets of such specific Class(es) shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Class(es) and the assets of such Class(es) are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Class(es).

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in PLN, be converted into PLN and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the Board may consolidate ("reverse split") or split the shares of such Sub-Fund or Class.

Art. 6. Issue of shares. The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares, as determined by the Board, at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, without reserving to the existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued.

Investors shall have either to commit to subscribe to shares or may directly subscribe to shares, as determined by the Board and disclosed in the sales documents.

In case the Board decides that investors have to commit to subscribe shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the Board.

The procedures relating to Commitments and drawdown of the Commitments as well as the procedures concerning the default of an investor will be disclosed in the sales documents and the subscription agreement.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the issue price shall be based on to the Net Asset Value for the relevant Class, as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, plus a subscription charge, if any, as the sales documents may provide. The Board may also make any adjustment to the issue price as it may consider appropriate to ensure fairness between the shareholders. For the avoidance of doubt, the issue price may among others also be based at any time on the initial subscription price for the relevant Sub-Fund or Class, plus a subscription charge, if any, as the sales documents may provide.

In addition, a dilution levy may be imposed on subscriptions requests for shares of a Sub-Fund as specified in the sales documents. Any such dilution levy should not exceed the percentage of the Net Asset Value per share, as may be decided in the discretion of the Board or any of its agents and disclosed in the sales documents.

Shares of the Company are restricted to institutional investors, professional investors or any other well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law ("Eligible Investors").

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The Board is further authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 11 hereof.

The Board may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. To the extent required by the applicable laws and regulations, the contributed assets shall be valued in a report issued by the auditor of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder, unless the Board considers that the subscription in kind is in the interests of the Company in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to any such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. Form of shares. The Company will in principle issue shares in registered form only. The Company reserves the right to issue bearer shares to the extent that it is in a position to check at all times the status of Eligible Investor of the holders of the bearer shares.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his/her/its residence or elected domicile as notified to the Company and the number and Class(es) of shares held by him.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide an address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or any other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by the shareholder. The shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at any other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his/her/its shares.

The Company will recognise only one holder per share. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share(s) until one person has been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Unless otherwise provided for in the sales documents, fractions of shares up to the number of decimal places to be decided by the Board will be issued. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding.

Any share certificates shall be signed by two (2) directors or by a director and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in any such form as the Board may from time to time determine.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee and any such other documentation as the Company may require.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register in circumstances where such a transfer would result in shares being held by any person not qualifying as an Eligible Investor.

Art. 8. Destruction of share certificates. If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his/her/its share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his/her/its request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may elect to charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issue and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 9. Restrictions on the ownership of shares. The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered or (d) any person in breach of the terms and conditions provided with under the sales documents (including a Defaulting Investor as defined in the sales documents). More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such a registry would or might result in the share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of that shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his/her/its shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his/her/its shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon the shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to him/her/it at his/her/its last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, the shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him/her/it shall be cancelled;

2) Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount based on the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 12 hereof and as may be adjusted by the Board if it considers it appropriate to ensure fairness between all shareholders in accordance with all applicable laws and regulations, less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case the amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to that person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in the Redemption Notice. Upon deposit of the price as aforesaid no person interested in the shares specified in the Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from the bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was other than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such a case the said powers were exercised by the Company in good faith.

For the avoidance of any doubt, the Board can also compulsorily redeem Shares following the above procedure whenever the Company decides to make a distribution to the Shareholders.

Art. 10. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund or Class in the sales documents, any shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the sales documents and within the limits provided by law and these Articles. Any redemption request must be filed by the shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less a redemption charge, if any, as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the Board may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 11 hereof.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be published in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

Any request for redemption is revocable under the conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, if any, and in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof or a deferral of the redemption request as provided for below. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Unless otherwise provided for in the sales documents, any shareholder may request conversion of whole or part of his/her/its shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund or the same Class of another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the sales documents. The Board may notably impose restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by the shareholder.

If on any given Valuation Day, redemption requests and/or conversion requests exceed a certain level determined by the Board and set forth in the sales documents, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the relevant Sub-Fund or Class and of the Company. On the next Valuation Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to a later request, subject to the same limitation as above.

The Board may with respect to any shareholder further suspend the redemption rights of such shareholder if the Board deems it necessary to do so to comply with anti-money laundering laws and regulations or any other legal requirement applicable to the Company, any of its service providers and their respective affiliates.

The Board may also suspend the redemption rights of any shareholder if in its opinion the effect of such redemptions would be to seriously impair the Company's or any Sub-Fund's ability to operate or to jeopardise its tax status.

The Board may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the Board and disclosed in the sales documents, if any, or any other amount the Board should determine at its sole discretion.

If a redemption or conversion were to reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then that shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his/her/its shares of that Sub-Fund or Class.

The Board may, at its absolute discretion, compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the sales documents of the Company.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be deferred and/or the issue, redemptions and conversions of shares suspended by the Board.

In the same circumstances and upon the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Board may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations.

In addition to the foregoing, the Board may decide to temporarily suspend the redemption or conversion of shares if exceptional circumstances as set forth in Article 11, so warrant.

In addition, a dilution levy may be imposed on any redemption or conversion requests for shares of a Sub-Fund. Any such dilution levy should not exceed the percentage of the Net Asset Value per share, as may be decided in the discretion of the management company and/or the investment manager, if any, and disclosed in the sales documents.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 11. Frequency of the calculation of the NAV. The Net Asset Value of shares shall, for the purpose of the redemption, conversion or issue of shares, be determined by the Company or any agent appointed thereto, under the

responsibility of the Board, from time to time, but in no event less than once per year, as the Board may determine (every day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and consequently the issue, redemption and conversion of shares of such Sub-Fund(s), it being understood that where the context so requires "Sub-Fund" may also be read as "Class", in any of the following events:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practicable without this being detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the Board, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when dealing the units/shares of an investment vehicle in which the concerned Sub-Fund(s) may be invested are restricted or suspended; or, more generally, during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for any of the concerned Sub-Fund(s)' investments is not possible; or

(e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(f) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(g) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

(h) during any other circumstance where a failure to do so might result in the Company, any of its Sub-Funds or its shareholders incurring any liability, pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company the Sub-Fund or its shareholders might so otherwise not have suffered.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the determination of the Net Asset Value has been suspended.

In case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, the application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

Art. 12. Valuation regulations. The net asset value of shares, the subscription and redemption price of each Class within each Sub-Fund (the "Net Asset Value") in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Sub-Fund by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The subscription and redemption price of a share shall be adjusted by a sales commission and a redemption charge, if any, as well as such other adjustments the Board considers appropriate to ensure fairness between all shareholders in accordance with all applicable laws and regulations.

The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as may be determined from time to time by the Board.

The fair value of such assets shall be determined as follows:

(a) The shares, units or interests held by each Sub-Fund or in the name of an intermediary vehicle will be valued on the basis of the latest available Net Asset Value or other valuation calculated by or on behalf of the intermediary vehicle. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available Net Asset Value or other valuation of such shares, units or interests, the valuation of such interests may take into account this evaluation event, which include in particular any material events or developments affecting either the underlying investments or the target company;

(b) The shares, units or interests which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;

(c) The shares, units or interests (other than those of the intermediary vehicle for which a Net Asset Value is generally calculated) which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the Board using the valuation guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA) as a basis;

(d) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(e) All other securities, interests and other assets, including debt securities and securities or interests for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Board or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued by the Board at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of less than one year will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

(f) Real estate assets will be valued by an independent appraiser professional from a reputable real estate firms who is licensed where appropriate and operates or, with the approval of the Board, has subcontracted its duties to any entity that operates in the jurisdiction where any real estate asset is located. The name of the independent appraiser(s), if any, will be indicated in the annual financial report for each year. The independent appraisers, appointed (and removed) by the Board and paid by the Company, to value (whenever necessary) the real estate assets, will apply recognized property valuation standards depending on the best practice and the asset class concerned. The applied valuation methods will be further mentioned in the annual reports of the Company. All real estate assets will be valued on an annual basis and as the Board may reasonably require, if there is a change in the general economic situation or in the condition of the real estate assets. Additionally, the independent appraiser will value or revalue's individual properties in the portfolio on their acquisition or disposal (including in relation to contributions in kind or redemptions in specie). A new valuation is not necessary if the sale of the property takes place within six (6) months after the last valuation thereof. If a conflict of interest arises for one Independent Appraiser, for instance it has been retained by a seller to value real estate assets which the Company is attempting to invest in, then a different independent real estate appraiser will be engaged as the independent appraiser. The disposition prices may not be materially lower, than the relevant valuation figures except in exceptional circumstances which are duly justified. In such case, the Board will justify their decision in the next financial report. The value of the real estate assets registered in the name of the Company will be equal to their most recent valuation by the relevant independent appraisers, provided that the Board may deviate from such valuation if deemed in the interest of the Shareholders.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e., Bloomberg, Reuters...) or fund administrators, (ii) by prime brokers and brokers, or (iii) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the Board.

Finally, in the case no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation provided by the Board, as further described in the central administration agreement. In circumstances where (i) one or more pricing sources fails to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorised not to calculate the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription, conversion and redemption prices. The Board shall be informed immediately by the administrative agent should this situation arise. The Board of Directors may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with the Issuing Document and article 11 of these Articles.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-Fund and off balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors. The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company in compliance with Luxembourg law. This method will then be applied in a consistent way. The agent can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the Net Asset Value calculation. The Net Asset Value per share of each Class and the issue and redemption prices per share of each Sub-Fund may be obtained during business hours at the registered office of the Company.

The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities will be allocated in the following manner:

- The proceeds from the issue of each Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that Sub-Fund, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article.

- Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool.

- Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool.

- In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the net asset value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The Board may allocate material expenses, after consultation with the auditors of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

Upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Sub-Fund, the Net Asset Value of such Sub-Fund shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant Sub-Fund.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same Sub-Fund two or more Classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

For the purpose of valuation under this Article:

- Shares of the Company to be redeemed under Article 10 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

- all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per Share of the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of the relevant Sub-Fund.

Art. 13. Co-management and Cross Sub-Fund Investments. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to compliance with applicable regulations.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, any Sub-Fund may, to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, invest in one or more other Sub-Funds.

Title III. Administration and Supervision

Art. 14. Board. The Company will be managed by three or more Directors.

They will constitute a board of directors (the "Board") composed of one or several category A Director(s) and one or several category B Director(s).

The Directors need not be Shareholders of the Company.

The Directors shall be appointed and designated as category A Director or category B Director, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of Shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole Shareholder (as the case may be).

The remuneration of the Directors can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of Shareholders at the same majority conditions. The Director removed will remain in function until its successor is elected and take up its functions.

When a legal entity is appointed as a member of the Board, such legal entity shall inform the Company of the name of the individual that it has appointed to serve as its permanent representative in the exercise of its mandate of Director of the Company.

In case of vacancy in the office of Director by reason of death or resignation of a Director or otherwise, the remaining Directors may, by way of cooptation, elect another Director to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. Such a Director shall be of the same category as the Director he replaces.

Art. 15. Board meetings. The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman which in case of his vote, shall have a casting vote.

The chairman shall preside at all meetings of the Board.

In case of absence of the chairman, the Board shall be chaired by a Director present and appointed for that purpose.

It may also appoint a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board or for such other matter as may be specified by the Board.

The Board shall meet when convened by one Director.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting. Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each Director by in writing or by fax, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, electronic means or by any other suitable communication means, of each Director. The meeting will be duly held without prior notice if all the Directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of Directors by appointing in writing or by fax, or electronic means another Director, irrespective of his category, as his proxy.

A Director may represent more than one Director. Any meeting of the Board shall take place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The Directors may participate in a meeting of the Board by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the Directors.

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented, including at least one category A Director and one category B Director. Decisions of the Board are adopted by the majority of the Directors participating to the meeting or duly represented thereto, including at least one category A Director and one category B Director.

The deliberations of the Board of Directors shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or one category A Director and one category B Director. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or one category A Director and one category B Director.

Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the Board. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 16. Powers of the Board. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with Luxembourg laws including the Law, the investment policy and investment restrictions as determined in these Articles and the sales documents. All powers not expressly reserved by Law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board.

Art. 17. Corporate signature. The Company shall be bound by the joint signature of one category A Director and one category B Director or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated.

Art. 18. Delegation of Power. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers. The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board. Furthermore, the Board may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate. The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 19. Management company, Investment Manager and Investment advisors. The Company may appoint a management company and delegate to the management company all powers related to the investment management, administration and distribution of the Company.

The Board, or as the case may be, the said management company, may appoint, respectively delegate, some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties to manage, under the overall control and responsibility of the Board, or as the case may be, the management company, the securities portfolio of the Company.

The Board or the management company may furthermore appoint one or several investment advisor(s) with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for the Company and otherwise advise the Company with respect to asset management.

Art. 20. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of any such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of his/her/its connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, that director or officer shall make known to the Board such conflict and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board or by the single director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or any other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 21. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer, and his/her/its, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him/her in connection with any action, suit or proceeding to which he/she/it may be made a party by reason of his/her being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he/she is not entitled to be indemnified. Any such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in any action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit any such breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 22. Auditor. The Company shall appoint a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor) who shall carry out the duties prescribed by of the Law. The auditor shall be elected by the general meeting of the shareholders for a period determined by such meeting and until its successor is elected.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distribution

Art. 23. General meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 24. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 26th day of the month of June at 12.00 (Luxembourg time). If this day is not a full bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next full bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific Sub-Fund or Class may be held at any such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 25. Quorum and Voting. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class and regardless of the Net Asset Value per share within the Class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his/her/its proxy in writing or by cable or telegram, telex, telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Any such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. A company may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the general meeting, the agenda of the general meeting, the proposal submitted to the decision of the general meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour nor against the resolution, or an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Art. 26. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on first day of January and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 27. Distributions. For any Class and/or category of Shares entitled to distribution, the general meeting of Shareholders of the relevant Class and/or category of Shares issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, determine the disposal of the income from the Sub-Fund or Class, and may declare, or authorize the Board to declare dividend distribution.

For any Sub-Fund and / or Class entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with the conditions set forth by law.

In any case, no distribution may be made if, after the declaration of such distribution, the Company's capital is less than the minimum capital imposed by the Law.

Payments of distributions to Shareholders will be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

Distributions may be paid in will be made in the reference currency of the Company but, for the convenience of Shareholders, payment may be made in a currency chosen by the Shareholder (at their cost and foreign exchange risks) in accordance with the procedure described in the sales documents.

Distributions will be made in cash. However, the Board may decide to make in-kind distributions/payments of securities of portfolio companies with the consent of the relevant Shareholder(s).

Any such distributions/payments in kind will be valued in a report established by an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law and the costs of which report will be borne by the relevant investor.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund.

No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Dissolution, Liquidation

Art. 28. Dissolution. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 29. Liquidation and Amalgamation. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the Board at its discretion, as the case may be on a relative basis, to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it or in order to proceed to an economic rationalisation, the Board has the discretionary power to liquidate that Sub-Fund or Class by compulsory redemption of shares of the Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision to liquidate will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the Board and with its approval, redeem all the shares of that Sub-Fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders upon the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for above, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing SubFund within the Company or to another undertaking for collective investment ("UCI"), or to another sub-fund within that other UCI (the "new Sub-Fund") and to re-designate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such a decision will be notified to the shareholders concerned (together with information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. After that period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, the decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of the amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company or to another UCI or to another sub-fund within that other UCI may be decided upon by a general meeting of the shareholders, upon proposal from the Board and with its approval, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, except when the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign-based UCI, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of the amalgamation.

For the purpose of this article, where the context so requires, the term "Sub-Fund" shall also be read as "Class".

Title VI. Final provisions

Art. 30. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law (the "Custodian").

In case of withdrawal of the Custodian, whether voluntarily or not, the Custodian will remain in function until the appointment which must happen within two months of another eligible credit institution. Should the appointment of a new custodian not be effective after a period of two months after the effective date of the termination of the custodian agreement, the Custodian shall take all actions necessary for the preservation of the interests of the investors of the Company.

Art. 31. Amendment of the Articles. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the Law.

Transitional dispositions

- 1) The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31 December 2013.
- 2) The first annual general meeting shall be held in 2014.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above declares to subscribe for 1,300 shares of Class A.0 of the Sub-Fund ImmoBilia Fund - ImmoBilia Fund Investment I and has paid in cash PLN 130,000.

Proof of this payment has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.

Statements

The notary drawing up this deed declares that the conditions set forth in Article 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately decided to take the following resolutions:

31766

First resolution

The registered office of the Company is set at 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Second resolution

The following persons are appointed directors for a period ending at the annual general meeting which will be held in 2016:

- Piotr Niciński, president of the management board of Serenus Sp. z o.o., 02-797 Warszawa, Al. KEN 46/26, Poland - Category A Director;
- Krzysztof Piatkowski, independent consultant in management, Warszawa, ul. Macedohska, 10, Poland -Category A Director and Chairman of the Board;
- Barry Black, Carey S.A., 19 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg - Category B Director;
- Jacek Wolak, CEO, Taxless Solutions Sp. z o.o. (Poland), 70 rue Baudouin, L-1218 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg - Category B Director.

Third resolution

Grant Thornton Lux Audit S.A., 83, Parc d'activités, L-8308 Capellen has been appointed as auditor of the Company for a period not exceeding five years, the general meeting of Shareholders may remove the appointed Auditor at any time for a given financial year.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his/her surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: J. Wolak et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 janvier 2013 Relation: LAC/201/1740. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 31 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016392/717.

(130019297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2013.

Latimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 37.129.

In the year two thousand and twelve, on the eighth day of November.

Before us the undersigned notary Jean SECKLER, residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg);

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of the company "Latimo S.A.", with registered office in L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy, registered at the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), section B, number 37.129, incorporated by deed of Maître Lucien SCHUMAN, then notary residing at Luxembourg, on the 28th of July 1988, published in the Mémorial C number 279 of the 18th of October 1998. The

articles of incorporation have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary on the 8th of May 2009, published in the Mémorial C number 1129 of the 8th of June 2009.

The meeting is presided by Mr Roberto MANCIOCCHI, employee, having its professional address in Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Antonela-Miruna TARA-LUNGA, employee, having its domiciled address in Luxembourg, 112, rue Adolphe Fisher.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

- 1.- Amend articles 4 and 6 of the articles of incorporation.
- 2.- Miscellaneous.

B) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

C) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

D) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following *résolution*:

Sole résolution

The meeting resolves to amend articles 4 and 6 of the articles of incorporation to give them the following wording:

Art. 4. Board of Directors. The Company is managed by a Board of Directors composed of three members who need not be shareholders and who shall be elected in general meeting for a period not exceeding 3 years. Directors may be removed from office at any time by *résolution* of a majority of the shareholders voting in general meeting.

Any holder of ordinary class A shares representing at least fifty (50%) of the then issued Class A Shares shall have the right to nominate one director at each general meeting of shareholders called for the purpose of electing a director.

The Board of Directors, upon strict indication of the Shareholders, appoints a Group Creative Head or Co-Heads being the person in charge of the role of designing and inspiring the collection of clothes and accessories, organizing the catwalk shows, planning the advertising campaigns and drawing the models branded under the IP rights and a Group Chief Executive Officer being the person in charge of fixing the commercial strategy in order to develop the brand by choosing the product manufacturers, approving Distributors, Agents, Franchisees and/or other commercial partners, managing all financial investments, payments, administration and marketing activities and evaluating the capability of expenditure.

The directors will be entitled to hold office until requested to retire or resign. As and when a director so appointed or nominated vacates office whether upon request or by resignation, death or otherwise, the entire Board of Directors will have to be dismissed. In this case, each of the holders of the Class A Shares will have to proceed immediately to propose new directors in the manner specified in this section.

The Board of Directors convenes as often as the interest of the Company so requires, and at least four (4) times in each calendar year. It must be convened each time two directors so request. A written agenda specifying the matters to be discussed at any Board meeting shall be sent to all directors entitled to receive notice of any such meeting at least seven (7) days before the scheduled date of such meeting.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable, fax, telegram or telex another director as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such a communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Notwithstanding the foregoing, a *résolution* of the Board may also be passed in writing, provided such *résolution* is preceded by a deliberation between the directors by such means as is, for example, described under paragraph 6 of this article 4. Such *résolution* shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every director. The date of such *résolution* shall be the date of the last signature.

The overall management and day to day operation of the business shall be carried out by the Board of Directors and, to the extent permitted by law and without prejudice to any other provisions of the present Articles of Association, the Board of Directors shall not take any of the following action except with the unanimous prior written consent of all the holders of Class A Shares:

- A. Grant any option to subscribe for shares;
- B. Register any transfer of shares otherwise than in accordance with these Articles of Association;
- C. Capitalise or repay any amounts standing to the credit of any of its reserve or redeem or purchase shares of the Company;
- D. Make any borrowings, enter into any hire purchase, lease, credit sale or similar agreement or grant or permit the creation of or suffer to subsist any security interest over the whole or part of its undertaking property or assets (except for any lien arising by operation of law).

E. Enter into or give or permit or suffer to subsist any guarantee of or indemnity or contract of surety ship for or otherwise commit itself in respect of the due payment of money or the performance of any contract, engagement or obligation of any other person or body other than a wholly owned subsidiary of the Company.

F. Incorporate, acquire or dispose of any subsidiary of the Company.

G. Sell, transfer or otherwise dispose of or in any way cease to control the whole or any material part of the Property, assets or business of the Company, whether in one transaction or in a series of transactions over a period of time.

H. Pay any remuneration or expenses to any person other than as proper remuneration for all the services provided or as proper reimbursement for expenses incurred in connection with the Company's business, or make any loans of any kind out of the Company's funds.

I. Enter into any transaction or contract otherwise than on an arm's-length basis and in the ordinary course of the Company's business and in the respective roles of Group Creative Head or Co-Heads and Group Chief Executive Officer

J. Enter into any joint venture, partnership or other arrangement whereby the Company's profits may be shared or establish any "Employee stock option plan" or profit related scheme of any kind whatsoever.

K. Stock exchange listing.

Furthermore, the following actions require the unanimous consent of all the holders of Class A Shares:

A. Increase of the Company's share capital;

B. Reduction of the Company's share capital;

C. Alter or modify the rights attached to any Shares or make any alterations to the Articles of Association;

D. Pay or make any dividends or other distributions out of the Company's capital, profits or reserves otherwise than in accordance with these Articles of Association;

E. Alter the Company's accounting year;

F. The appointment and dismissal of members of the board of directors of the Company as well as the members of the management or competent governing bodies of the Company's direct or indirect subsidiaries. In the latter case, the Shareholders shall take or cause all necessary, appropriate or desirable actions in order to comply with the dispositions of this paragraph.

Art. 6. Transfer of shares.

6.1 No shareholder shall, without the prior written consent of the other shareholders, directly or indirectly or by operation of law, transfer any of its shares in the Company or any portion thereof or any right or interest therein now held or hereafter acquired except in accordance with the provisions of this Article 6.

6.2 Any transfer or purported transfer made otherwise than in accordance with the provisions of this Article 6, shall be void and of no effect whatsoever and the shareholders shall procure that the Board of Directors shall not register the same.

6.3 If at any time any Shareholder (the "Selling Shareholder") wishes to Transfer to a third party all or part of its Shares (the "Offered Shares") (other than a permitted transfer to an Affiliate as described under paragraph 6.14 below), it shall first deliver written notice (the "Notice of Sale") to the other Shareholder(s) (the "Non-Selling Shareholder(s)") of its intention to sell the Offered Shares. A Notice of Sale shall name the proposed transferee (if any), specify the price (if any) per Offered Share (the "Share Price") offered by the proposed transferee, the terms of payment, and other relevant terms and conditions. A copy of any bona fide arm's length offer made by a third party (a "Bona Fide Offer") in respect of the Offered Shares shall be attached thereto.

6.4 The Non-Selling Shareholders shall individually or jointly have the right to purchase all, but not less than all, the Offered Shares (between them in the proportion to the number of shares respectively held by them, the «Relevant Proportions» or such other proportions as they may agree) at the Fair Market Value. This right shall be exercised within one calendar month after the receipt of the Notice of Sale. When the Non-Selling Shareholders or any of them desire to acquire any or all of the Offered Shares, they shall deliver to the Selling Shareholder written notice of such Non-Selling Shareholders election («Election») to purchase any or all of the Offered Shares, such election stating whether or not such Non-Selling Shareholders require the Fair Market Value to be determined in accordance with Article 6.8.

6.5 If one or more Elections are made within the period referred to in Article 6.4 (between them in respect of all of the Offered Shares), the Non-Selling Shareholders (or any of there) shall be obliged to purchase (between them in the Relevant Proportions or such other proportions as they may agree), and the Selling Shareholder shall be obliged to sell to the Non-Selling Shareholders (between them in the Relevant Proportions or such other proportions as they may agree) the Offered Shares at the Fair Market Value within sixty (60) business days of the date of the determination of the Fair Market Value under Article 6.8.

6.6 Completion of the purchase and sale of the Offered Shares pursuant to the Election(s) shall take place at the principal office of the Company (or such other location as may be agreed upon by the Selling Shareholder and the relevant Non-Selling Shareholders) within sixty (60) business days of the date of determination of the Fair Market Value under Article 6.8 when:

i) the Selling Shareholder shall deliver to the relevant Non-Selling Shareholders (between them in the Relevant Proportions or such other proportions as they may agree) duly executed stock transfer forms in respect of the Offered Shares, and the certificates representing the Offered Shares as the case may be;

ii) the relevant Non-Selling Shareholders purchasing the Offered Shares shall deliver (if more than one, in proportion to the number of shares respectively held by them or such other proportions as they may agree) to the Selling Shareholder the consideration for the Offered Shares calculated at the Fair Market Value and otherwise, if relevant, on the terms specified in Article 6.4;

iii) the Non-Selling Shareholders shall procure payment to the Selling Shareholder of all amounts owned to the Selling Shareholder;

iv) the Non-Selling Shareholders shall procure the release of the Selling Shareholder from any guarantees given by it and, pending such release shall indemnify and keep indemnified the Selling Shareholder against any liability incurred by the Selling Shareholder under or in respect of any such guarantee (between the Non-Selling Shareholders in the Relevant Proportions);

v) the Selling Shareholder shall procure the alteration of all bank mandates to reflect such removals;

vi) the parties shall do all such other things and execute such other agreements and documents as may reasonably be required to give effect to the sale and purchase of the relevant Offered Shares; and

vii) subject to any payment by the relevant Non-Selling Shareholder of any relevant stamp duties and completion of all formalities as may be required by the Articles of Association or by law and in full satisfaction of the Selling Shareholder, the relevant Non-Selling Shareholders shall be registered as holders of the relevant Offered Shares, in case the shares are in registered form, and a share certificate in respect thereof shall be delivered to them, where relevant.

6.7 If, before the expiry of the period referred to in Article 6.4:

(a) the Non-Selling Shareholders shall have given written notice rejecting the opportunity to acquire all of the Offered Shares; or

(b) no Election or Elections to purchase all the Offered Shares have been received; or

(c) if, an Election or Elections having been made, the relevant Non-Selling Shareholders fail to comply with Article 6.5 or

(d) any Non-Selling Shareholder revokes Elections under Article 6.4 so that the remaining Elections are not in respect of all the Offered Shares, the right in favour of the Non-Selling Shareholders shall lapse and the Selling Shareholder shall, within a period of one calendar month from such notification, be entitled to sell the Offered Shares on the terms of and otherwise pursuant to a Bona Fide Offer (whether made prior to or after the Notice of Sale) provided that the price per Offered Share shall be no less than the Fair Market Value and the terms of such offer shall be no more favourable to the offer than the terms offered to the Non-Selling Shareholders.

6.8 For the purposes of this Article 6, the «Fair Market Value» shall mean:

(a) if a Share Price is specified under Article 6.3 and the Election does not require the Fair Market Value to be determined in accordance with the present Article 6.8, the relevant Share Price;

(b) if no Share Price is specified under Article 6.3 or the Election requires the Fair Market Value to be determined in accordance with the present Article 6.8, the price per Share:

(i) agreed between the Selling Shareholder and those Non-Selling Shareholders who have made Elections specified in Article 6.4; or

(ii) failing agreement, and further to a request of the Selling Shareholder or of any Non-Selling Shareholder, the Fair Market Value shall be established by the Auditor(s) in accordance with Article 6.9 but in no case, the price per Share shall be lower than the Share Price, if any. A Non-Selling Shareholder who has made an Election shall only be entitled to revoke the same if it is dissatisfied with the Fair Market Value determined under Article 6.9 within thirty (30) days of such determination.

6.9 In determining the Fair Market Value the Auditor(s) shall:

(a) take account of the value of the Company as a going concern and such other matters as they may consider to be relevant;

(b) take no account of the proportion which the Offered Shares bear to the then issued share capital of the Company, and

(c) be considered to be acting as experts and not as arbitrators.

6.10 Each party shall supply the Auditor(s) with such information as they may reasonably require for the purposes of making a determination under Article 6.9. The cost of such determination shall be borne by the Selling Shareholder and the Non-Selling Shareholders who have made Elections in equal proportions.

6.11 All shares sold by any shareholder to any other shareholder pursuant to the provisions of this Article 6 shall be sold with full title guarantee together with all rights conferred thereon and free from all security interests or other adverse interests, rights, equities, claims or potential claims.

6.12 The Selling Shareholder hereby appoints any Non-Selling Shareholder purchasing any Offered Shares (or any director or directors nominated by that Shareholder) irrevocably, and by way of security for the performance of the

Selling Shareholder's obligations under this Article 6, as its attorney or attorneys to execute any agreement or document required to be executed by the Selling Shareholder under this Article including, without limitation, any registration of the transfer of Offered Shares, provided always that this power of attorney shall not apply in favour of any such Non-Selling Shareholder who has failed to tender payment for the relevant Offered Shares or to comply with any of its other obligations under this Article 6.

6.13 The Auditor shall be appointed by the Shareholders from among the Big Four (top four leading accounting firms) in Luxembourg on the basis of the most competitive offer.

6.14 Permitted Transfers

The restrictions on the Transfer of Shares, Interest and Shareholder' Shares, as described under this Article 6 shall not apply to any Transfer made or effected by (i) the Shareholders of all or part of their Shares, by (ii) the Parties or the Company of all or part of their Interest and by (iii) the Investors of all or part of their Shareholder' Shares to any Affiliate, provided however that: (i) such Affiliate executes and delivers a deed of adherence whereby it undertakes to be bound by all the terms and provisions of these Articles of Association and to assume all the obligations thereunder to the same extent as the transferring Shareholder or Investor; and (ii) the transferring Shareholder or Investor acknowledges in writing that it is not released from any of its obligations under these Articles of Association, which have accrued up to the date of the Transfer."

Affiliate under these Articles of Association means (i) with respect to any Person, any other Person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with such Person, and (ii) with respect to any natural Person, (A) any parent, grandparent, sibling, child or spouse of such natural Person, or any Person married to any such Persons, (B) any trust established for the benefit of such natural Person or any Affiliate of such natural Person or (C) any executor or administrator of the estate of such natural Person.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 900.-.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le huit novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Latimo S.A.", avec siège social à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 37.129, constituée suivant acte reçu par Maître Lucien SCHUMAN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 juillet 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 279 du 18 octobre 1988.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 8 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1129 du 8 juin 2009

L'assemblée est présidée par Monsieur Roberto MANCIOCCHI, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Antonela-Miruna TARALUNGA, employée, demeurant à Luxembourg, 112, rue Adolphe Fischer.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Modification des articles 4 et 6 des statuts.

2.- Divers.

B) Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence; ladite liste de présence, signée "ne varietur" par les actionnaires

présents, les mandataires de ceux représentés et par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

D) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 4 et 6 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Art. 4. Conseil d'Administration. La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale pour un terme qui ne peut excéder trois ans. Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par décision prise à la majorité des voix des actionnaires en assemblée générale.

Tout titulaire d'actions ordinaires de catégorie A représentant au moins cinquante (50%) des parts catégorie A alors émises, aura droit de nommer un administrateur à chaque assemblée générale des actionnaires convoqués à cet effet.

Le Conseil d'Administration sur seule indication formelle des actionnaires désigne un Group Creative Head ou Co-Heads, en charge de la conception et source d'inspiration de la collection de vêtements et accessoires, de l'organisation des défilés, la planification des campagnes publicitaires et l'élaboration des modèles de marque en vertu des droits de propriété. De même, un Chief Executive Officer du groupe sera nommé et chargé d'établir la stratégie commerciale afin de développer la marque en choisissant et approuvant fabricants de produits, distributeurs, agents, franchises et/ou tout autre partenaire commercial. Il devra également gérer tous les investissements financiers, les paiements, les activités d'administration et de marketing ainsi que évaluer les capacités de dépense.

Les administrateurs resteront en fonction jusqu'à ce qu'ils leur soit demandé de se retirer ou de démissionner. Lorsqu'un administrateur ainsi nommé ou proposé quitte ses fonctions soit sur demande ou démission, pour cause de décès ou autrement, l'entière du Conseil d'Administration devra être révoquée. Dans ce cas, chacun des propriétaires d'Actions A devra proposer immédiatement de nouveaux administrateurs tel qu'il est disposé dans la présente section.

Le Conseil d'Administration se réunit, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre (4) fois, chaque année calendrier. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent. Un ordre du jour écrit précisant les matières à discuter lors de chaque réunion du Conseil, sera envoyé à tous les administrateurs en droit de recevoir la convocation pour une telle réunion au moins sept (7) jours avant la date prévue pour cette réunion.

Tout administrateur peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par câble, fax, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne délibère ou n'agit valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire. Tout membre du Conseil d'Administration qui participe à une réunion du Conseil d'Administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil d'Administration présents à cette réunion (soit en personne, soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre et d'être entendu à tout moment par les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion. Les membres du Conseil d'Administration qui participent à une réunion du Conseil d'Administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Nonobstant ce qui précède, une résolution du Conseil d'Administration peut également être prise par écrit, à condition qu'une telle résolution soit précédée par une délibération entre les administrateurs par de tels moyens, comme c'est, par exemple, décrit en vertu du paragraphe 6 du présent article 4. Une telle résolution doit consister en un ou plusieurs documents contenant les résolutions et doit être signée, de la main ou par voie électroniques (signature électronique valide en vertu du droit luxembourgeois), par chaque administrateur. La date d'une telle résolution sera la date de la dernière signature.

L'administration générale et le fonctionnement journalier des affaires seront exercées par le Conseil d'Administration et, dans les limites prévues par la loi et sans préjudice des autres dispositions des présents statuts, le Conseil d'Administration ne pourra prendre aucune des décisions suivantes, excepté avec le consentement écrit préalable et unanime de tous les propriétaires d'Actions A:

A. Accorder toute option pour la souscription d'actions;

B. Inscrire tout transfert d'action autrement que conformément aux présents statuts;

C. Capitaliser ou rembourser tout montant figurant au crédit de l'une de ses réserves ou racheter ou acquérir des actions de la société;

D. Emprunter, conclure tout contrat de crédit, de bail, de vente à crédit ou toute convention similaire ou accorder, permettre la création ou maintenir tout privilège sur tout ou partie de ses avoirs ou de ses actifs (excepté pour toute charge résultant de la loi);

E. Conclure, donner ou maintenir toute garantie ou indemnité ou contrat de cautionnement ou s'engager pour le paiement de sommes dues ou l'exécution de tout contrat, engagement ou obligation de toute autre personne ou entité autre qu'une filiale détenue entièrement par la société;

F. Constituer, acquérir ou disposer de toute filiale de la société;

G. Vendre, transférer ou disposer autrement ou cesser de quelque manière que ce soit d'exercer le contrôle (que se soit par une opération ou une série de transactions et en une seule fois ou durant une certaine période) sur tout ou partie substantielle des activités ou des actifs de la société;

H. Payer toute rémunération ou dépenses à toute personne autre que comme rémunération normale pour tous les services fournis ou comme remboursement normal des dépenses encourues en relation avec les affaires de la société, ou faire tous prêts de toutes natures à partir des avoirs de la société;

I. Conclure une opération ou un contrat autrement qu'aux conditions normales de marché et dans le cadre ordinaire des activités de la société et en exerçant leur fonctions de Group Creative Head ou Co-Heads, ainsi que la fonction de Chief Executive Officer.

J. Conclure toute alliance, association ou autres arrangements dans lesquels les bénéfices de la société peuvent être partagés ou créer un "Employee stock option plan" ou système lié aux bénéfices de quelque sorte que ce soit.

K. Cotation en bourse.

En outre, les opérations suivantes nécessitent le consentement unanime de tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe A:

A. Augmentation du capital social de la Société;

B. Réduction du capital social de la Société;

C. Changer ou modifier les droits attachés à des Actions ou apporter des modifications aux Statuts;

D. Payer ou faire des dividendes ou autres distributions du capital de la Société, ainsi que des bénéfices ou des réserves autrement qu'en conformité avec les présents Statuts;

E. Modifier l'exercice comptable de la Société;

F. La nomination et la révocation des membres du Conseil d'Administration de la Société ainsi que les membres de la direction ou des organes directeurs compétents à la tête des filiales directes ou indirectes de l'entreprise. Dans ce dernier cas, les Actionnaires doivent prendre ou faire toutes les actions nécessaires, appropriées ou souhaitables afin de se conformer aux dispositions du présent paragraphe.

Art. 6. Cession d'Actions.

6.1 Aucun actionnaire ne pourra, sans le consentement préalable écrit des autres actionnaires, directement ou indirectement ou en raison de la loi, transférer ses actions de la société ou une partie de celles-ci ou tout droit ou intérêt actuellement détenus ou ultérieurement acquis sur celles-ci, excepté conformément aux dispositions de cet article 6.

6.2 Toute cession ou toute cession envisagée faite autrement que conformément aux dispositions de cet article 6, sera nulle et sans effet et les actionnaires veilleront à ce que le Conseil d'Administration ne l'inscrive pas.

6.3 Si à tout moment tout Actionnaire ("L'Actionnaire Offrant") souhaite Transférer à une tierce partie tout ou partie de ses Actions ("Les titres offerts") (autre qu'un transfert permis à une Société Affiliée comme décrit au paragraphe 6.14 ci-après), il doit d'abord remettre un avis écrit ("L'avis de vente") à l'autre ou aux autres Actionnaire(s) ("Actionnaire(s) Non Offrant(s)") pour communiquer son intention de vendre les Titres Offerts. Un avis de vente doit indiquer le cessionnaire proposé (le cas échéant), préciser le prix (le cas échéant) par Action Offerte ("Le prix de l'Action") par le cessionnaire proposé, les modalités de paiement, et les autres conditions pertinentes. Une copie de l'Offre de Bonne Foi en condition de concurrence normale à l'égard des Actions Offertes faite par une tierce partie ("Une Offre de Bonne Foi") doit être jointe à celui-ci.

6.4 Les Actionnaires Non Offrants auront le droit individuellement ou conjointement d'acheter l'ensemble, et uniquement l'ensemble, des Actions Offertes (entre eux proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent respectivement, les «Proportions Appropriées» ou telles autres proportions qu'ils peuvent convenir) à la Juste Valeur du Marché. Ce droit s'exercera dans un délai d'un mois civil suite de l'Avis de Vente. Lorsque les Actionnaires Non Offrants ou certains d'entre eux veulent acquérir certaines ou toutes les Actions Offertes, ils donneront à l'Actionnaire Offrant avis écrit de leur proposition (la «Proposition») pour acheter certaines ou toutes les Actions Offertes, cette Proposition indiquera si les Actionnaires Non Offrants exigent ou non que la juste Valeur du Marché soit déterminée conformément à l'article 6.8.

6.5 Si une ou plusieurs Propositions sont faites dans le délai visé à l'article 6.4. (entre eux à propos de l'ensemble des Actions Offertes), les Actionnaires Non Offrants (ou certains d'entre eux) seront tenus d'acheter (entre eux dans les Proportions Appropriées ou telles autres proportions qu'ils peuvent convenir), et l'Actionnaire Offrant sera tenu de vendre aux Actionnaires Non Offrants (entre eux dans les Proportions Appropriées ou telles autres proportions qu'ils

peuvent convenir) les Actions Offertes à la Juste Valeur du Marché dans un délai de soixante (60) jours ouvrables de la date de la détermination de la Juste Valeur du Marché en vertu de l'article 6.8.

6.6 L'exécution de l'achat et de la vente des Actions Offertes conformément aux Proposition(s) aura lieu au siège principal de la Société (ou à tout autre lieu tel qu'il en aura été convenu entre l'Actionnaire Offrant et les Actionnaires Non Offrants concernés) dans les soixante (60) jours ouvrables de la date de la détermination de la Juste Valeur du Marché en vertu de l'article 6.8 lorsque:

- i) l'Actionnaire Offrant remettra aux Actionnaires Non Offrants concernés (entre eux dans les Proportions Appropriées ou telles autres proportions qu'ils peuvent convenir) les formulaires de cession d'actions convenablement exécutés en rapport avec les Actions Offertes, et les certificats représentant les Actions Offertes si tel est le cas,
- ii) les Actionnaires Non Offrants concernés achetant les Actions Offertes remettront (s'ils sont plusieurs, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent respectivement ou dans telles autres proportions qu'ils peuvent convenir) à l'Actionnaire Offrant la contrepartie des Actions Offertes calculée à la Juste Valeur du Marché, et autrement, si applicable, selon les conditions prévues à l'article 6.4;
- iii) les Actionnaires Non Offrants paieront à l'Actionnaire Offrant tous les montants dus à l'Actionnaire Offrant;
- iv) les Actionnaires Non Offrants donneront décharge à l'Actionnaire Offrant de toutes les garanties données par lui et, en attendant cette décharge, ils indemniseront et tiendront indemnisé l'Actionnaire Offrant de toute responsabilité encourue par l'Actionnaire Offrant dans le cadre de cette garantie (entre les Actionnaires Non Offrants dans les Proportions Appropriées),
- v) l'Actionnaire Offrant modifiera tous les mandats bancaires afin de refléter ces changements;
- vi) les parties feront toutes autres choses et exécuteront toute autre convention et document tels qu'il en est raisonnablement requis pour donner effet à la vente et l'achat des Actions Offertes concernées; et
- vii) sous réserve de tout paiement par l'Actionnaire Non Offrant de tous les droits de timbre pertinentes et l'achèvement de toutes les formalités, qui peuvent être requises par le Statuts ou par la loi, et dans la pleine satisfaction de l'Actionnaire Offrant, les Actionnaires Non Offrants respectifs doivent être enregistrés en tant que détenteurs des respectives Actions Offertes, dans le cas où les actions sont nominatives, et un certificat d'actions leur sera délivré pour celles-ci, le cas échéant.

6.7 Si, avant l'expiration de la période visée à l'article 6.4:

- (a) les Actionnaires Non Offrants ont donné un avis écrit rejetant l'opportunité d'acheter toutes les Actions Offertes; ou
- (b) aucune(s) Proposition(s) d'acheter toutes les Actions Offertes n'a/n'ont été reçue(s); ou
- (c) si une ou plusieurs Propositions ont été faites, les Actionnaires Non Offrants ne se conforment pas à l'article 6.5; ou
- (d) un Actionnaire Non Offrant révoque ses Propositions selon l'article 6.4 de telle sorte que les Propositions restantes ne se rapportent pas à l'ensemble des Actions Offertes, le droit en faveur des Actionnaires Non Offrants expirera et l'Actionnaire Offrant pourra, dans le délai d'un mois calendrier de cette notification, vendre les Actions Offertes sous les conditions et autrement selon une "Offre Bonne Foi" (qu'elle soit faite avant ou après l'Avis de Vente) à condition que le prix par Action Offerte ne soit pas inférieur à la Juste Valeur du Marché et que les conditions de cette offre ne soient pas plus favorables à celui à qui est faite l'offre que les conditions offertes aux Actionnaires Non Offrants.

6.8. Pour les besoins de cet article 6, la «Juste Valeur du Marché» signifiera:

- (a) si le Prix de l'Action est déterminé selon l'article 6.3 et la Proposition n'exige pas que la Juste Valeur du Marché soit déterminée conformément au présent article 6.8, le Prix d'Action applicable;
- (b) si le Prix de l'Action n'est pas déterminé selon l'article 6.3 ou la Proposition exige la Juste Valeur du Marché à déterminer conformément au présent article 6.8, le prix par Action:
 - (i) convenu entre l'Actionnaire Offrant et les Actionnaires Non Offrants qui ont fait des Propositions prévue à l'article 6.4; ou
 - (ii) à défaut d'accord, et suite à une demande de l'Actionnaire Offrant ou de tout Actionnaire non Offrant, la Juste Valeur du Marché sera établie par le(s) Réviseur d'entreprise agréé(s) selon l'article 6.9 mais en aucun cas, le prix par Action ne sera inférieur au prix de l'Action même, le cas échéant.

Un Actionnaire Non Offrant qui a fait une Proposition ne pourra révoquer celle-ci que s'il n'est pas satisfait de la Juste Valeur du Marché déterminée selon l'article 6.9 dans les trente (30) jours ouvrables de cette détermination.

6.9 En établissant la Juste Valeur du Marché le(s) Réviseur d'entreprise agréé(s):

- (a) tiendront compte de la valeur de la société comme étant en continuité d'exploitation et de tels autres éléments qu'ils pourront considérer comme pertinentes;
- (b) tiendront pas compte de la proportion dans laquelle les Actions Offertes comptent dans le capital social émis de la société, et
- (c) seront considérés comme agissant en tant qu'experts et non en tant qu'arbitres.

6.10 Chaque partie fournira au(x) Réviseur d'entreprise agréé(s) toute information qu'ils pourraient raisonnablement exiger en vue de procéder à l'établissement de la Juste Valeur du Marché selon l'article 6.9. Le coût d'un tel établissement

sera supporté par l'Actionnaire Offrant et les Actionnaires Non Offrants qui ont fait les Propositions dans des proportions égales.

6.11 Toutes les actions vendues par un actionnaire quelconque à tout autre actionnaire selon les dispositions de cet article 6 seront vendues avec le titre de garantie en entier ainsi que tous les droits y conférés et libres de tout privilège ou intérêt défavorable, droit, action, créance ou créance éventuelle.

6.12 L'Actionnaire Offrant désigne irrévocablement par les présentes tout Actionnaire Non Offrant acquérant toute Action Offerte (ou tout administrateur ou administrateurs nommés par cet Actionnaire), et par voie de garantie de l'exécution des obligations de l'Actionnaire Offrant en vertu du présent article 6, en tant que mandataire ou mandataires afin de signer toute convention ou document devant être signé par l'Actionnaire Offrant conformément au présent article incluant, sans limitation, toute inscription de la cession des Actions Offertes, sous réserve que ce pouvoir ne s'applique pas en faveur de tout Actionnaire Non Offrant n'ayant pas payé les Actions Offertes en question ou n'ayant pas rempli ses autres obligations découlant de cet article 6.

6.13 Le Réviseur d'entreprise agréée sera nommé par les Actionnaires parmi les Big Four (premiers quatre grands cabinets d'expertise comptable) à Luxembourg, sur la base de l'offre la plus compétitive.

6.14 Transferts autorisés

Les restrictions au Transfert d'Actions, Intérêt et Parts des Actionnaires, comme décrites à cet l'Article 6, ne s'appliquent pas à toute cession effectuée ou affectée par (i) les Actionnaires de tout ou partie de leurs Actions, par (ii) les Parties ou la Société de tout ou partie de leur Intérêt et par (iii) les Investisseurs de tout ou partie des Actions de leurs Actionnaires à toute Société Affiliée, à condition toutefois que: (i) cette Société Affiliée signe et remette un acte d'adhésion par lequel elle s'engage à être liée par tous les termes et conditions du présent Accord et d'assumer toutes les obligations qui en découlent, dans la même mesure que l'Actionnaire Offrant ou l'Investisseur; et (ii) l'Actionnaire Offrant ou l'Investisseur reconnaît par écrit qu'en vertu de cet Accord il n'est pas exonéré d'aucune de ses obligations accumulées jusqu'à la date du Transfert.

Affilié en vertu de ces Statuts signifie (i) à l'égard de toute Personne, toute autre Personne qui contrôle directement ou indirectement, est contrôlée par ou sous Contrôle commun d'une telle Personne, et (ii) à l'égard de toute Personne physique, (A) tout parent, grand-parent, fratrie, enfant ou conjoint de cette Personne physique ou toute Personne mariée à toutes ces Personnes, (B) tout trust ou fiducie établi au profit de la Personne physique ou toute société Affiliée de la Personne physique ou (C) tout exécuteur testamentaire ou administrateur des biens de cette Personne physique.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 900,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Roberto MANCIOCCHI, Antonela-Miruna TARA-LUNGA, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 14 novembre 2012. Relation GRE/2012/4239. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013016437/464.

(130019124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2013.

GDR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 167.031.

L'an deux mille treize, le dix janvier.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination de «GDR S.à r.l.» (la «Société»), R.C.S. Luxembourg B 167.031 ayant son siège social au L-1724 Luxembourg, 41, Boulevard du Prince Henri, qui a transféré son siège social de Belgique vers le Luxembourg, par acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 février 2012, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 871 du 3 avril 2012.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Hélène MARAGA, comptable, demeurant au 20, rue René Nicolas, B-6750 Musson.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Madame la Présidente expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de cinquante mille euros (50.000,-) euros sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires ou de leur mandataire et des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec la(les) procuration(s), pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Transfert du siège social de la Société à L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne et modification subséquente du premier alinéa de l'article trois des statuts.

2. Divers.

L'assemblée a ensuite pris les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège de la Société de L-1724 Luxembourg, 41, Boulevard du Prince Henri, à L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

En conséquence, le premier alinéa de l'article trois des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. alinéa 1^{er}** . Le siège social est établi à Pommerloch».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé la présente minute avec le notaire.

Signé: H. Maraga, C. Petit, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 janvier 2013. LAC/2013/2796. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016344/48.

(130019588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2013.

Entec Group International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5403 Bech-Kleinmacher, 22, Bechel.

R.C.S. Luxembourg B 85.200.

Jahre zweitausendzwoßf, am sechsten November.

Vor Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz in Luxemburg.

Versammelte sich die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft „Entec GROUP INTERNATIONAL S.A.“, mit Sitz zu L-5555 Remich, 6, place du Marché.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde, aufgenommen vor Notar Roger ARRENSDORFF mit damaligem Amtssitz in Bad-Mondorf am 12. Dezember 2001, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, Nummer 573 vom 12. April 2002, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 85.200.

Die Versammlung wurde eröffnet unter dem Vorsitz von Artur SPURK, Elektromeister, wohnhaft zu D-66780 Rehlingen/Siersburg, Am Mühlenweg 16.

Der Vorsitzende bestimmt zum Schriftführer Dirk Hermann KELLER, Techniker, wohnhaft zu D-69469 Weinheim, Jahnstrasse 7.

Die Versammlung bestellt zum Stimmzähler Hagen KELLER, Dipl. Ingenieur, wohnhaft zu D-66773 Schwalbach, Sprenger Strasse 34.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung für eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

a) Aus der beigefügten Anwesenheitsliste geht hervor, daß sämtliche Aktieninhaber in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind;

b) Die Generalversammlung ist, in Anbetracht der Anwesenheit sämtlicher Aktieninhaber, rechtmäßig zusammengesetzt und kann somit gültig über alle Punkte der Tagesordnung befinden.

c) Die Tagesordnung sieht folgende Punkte vor:

- Sitzverlegung von Remich nach L-5403 Bech-Kleinmacher, 22, Bechel;
- Abänderung von Artikel 3, Absatz 1 der Statuten;

Der Vorsitzende trägt daraufhin die Gründe vor, welche den Verwaltungsrat dazu bewegten, der Generalversammlung diese Tagesordnung zu unterbreiten. Anschließend nimmt die Generalversammlung einstimmig über jeden Punkt einzeln folgende Beschlüsse:

Erster Beschluß

Die Generalversammlung beschliesst den Firmensitz nach L-5403 Bech-Kleinmacher, 22, Bechel zu verlegen und Artikel 3, Absatz 1 der Statuten folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 3. (Absatz 1).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schengen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Worüber Protokoll, aufgenommen in Bad-Mondorf.

Und nach Vorlesung haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem Notar das gegenwärtige Protokoll unterschrieben.

Signé: SPURK, D. KELLER, H. KELLER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 novembre 2012. Relation: LAC/2012/52832. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2013.

Référence de publication: 2013016280/46.

(130019464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2013.

UT Luxembourg Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 103.593.

Par résolutions signées en date du 7 février 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Démission du Gérant B suivant à partir du 1^{er} février 2013:

Mr Robert van 't Hoeft

2. Démission du Gérant B suivant à partir du 1^{er} février 2013:

Mr Martinus Cornelis Johannes Weijermans

3. Nomination du nouveau Gérant B suivant à partir du 1^{er} février 2013 pour une durée indéterminée:

Mr Martin Paul Galliver, né le 15 juin 1980 à Monaco ayant son adresse professionnelle à 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

4. Nomination du nouveau Gérant B suivant à partir du 1^{er} février 2013 pour une durée indéterminée:

Mr Franciscus Welman, né le 21 septembre 1963 à Heerlen, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle à 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2013.

Pour la Société

Johannes L. de Zwart

Gérant B

Référence de publication: 2013020325/24.

(130024253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.